

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

PRESTATION D'ACCUEIL POUR LE CENTRE IFREMER DE BOULOGNE- SUR-MER

N° 241000233

PROCEDURE :

Marché à procédure adaptée conformément aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Cotraitance.....	4
1.4. Sous-traitance.....	4
1.5. Le personnel d'intervention	5
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	5
3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	6
3.1. Bons de commande.....	6
3.2. Passation des Bons de commande – Généralités	6
3.3. Contenu des Bons de commande	6
3.4. Passation des Bons de commande	6
4. SUIVI DU MARCHÉ.....	6
4.1. Représentant du titulaire.....	6
4.2. Représentant Ifremer.....	7
5. PRIX DU MARCHÉ	7
5.1. Contenu des prix	7
5.2. Type de prix.....	7
5.3. Date d'établissement des prix	7
5.4. Variation dans les prix.....	8
6. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS	9
6.1. Avance.....	9
6.2. Acomptes	9
7. Pénalités.....	9
8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	10
8.1. Délai global de paiement.....	10
8.2. Présentation des bons de commande.....	10
8.3. Présentation des demandes de paiement.....	10
9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
10.CONFIDENTIALITE	11

11.CLAUSE DE CONGLITS D'INTÉRÊTS.....	12
12.VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	12
13. MODIFICATIONS EN COURS DU MARCHÉ	12
13.1. Le marché complémentaire	12
13.2. L'avenant de transfert.....	13
14. CLAUSE DE REXAMEN	13
14.1. Évolutions législatives ou réglementaires	14
14.2. Clauses de variations des prix unitaires et forfaitaires	14
15. RESILIATION	14
16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE	14
17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	15
18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'accueil au sein du centre Ifremer de Boulogne-Sur-Mer. Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le cas échéant, des prestations ponctuelles, dont des exemples non exhaustifs sont mentionnés dans le CCTP, pourront être sollicitées en fonction des événements ou des besoins de l'Ifremer.

1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

Les tâches détaillées dans le CCTP du présent marché constituent un ensemble de services étroitement liés, nécessitant une coordination globale et continue. La dévolution en lots séparés risquerait de rendre l'exécution techniquement difficile et de créer des surcoûts en matière de coordination entre plusieurs titulaires, conformément aux exceptions prévues à l'article L2113-11 du code de la commande publique.

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.5. Le personnel d'intervention

Conformément à l'article 3.5 du CCTP joint, l'Ifremer se réserve le droit, à tout moment, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux, en tout ou partie. Cela s'applique notamment en cas de non-respect des règlements intérieurs de l'Ifremer, en particulier ceux du centre Boulogne-Sur-Mer, où les prestations ont lieu.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- Le mémoire technique été social du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Les prestations du présent marché s'exécutent par l'émission d'un bon de commande annuel tel que défini au bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que par l'émission de bons de commande ponctuel pour la passation de prestations ponctuelles.

3.2. Passation des Bons de commande – Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

3.3. Contenu des Bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires (BPU).

3.4. Passation des Bons de commande

L'IFREMER notifie les bons de commande avec un préavis de 15 jours minimums et aux conditions tarifaires indiquées au bordereau de prix unitaires (BPU).

4. SUIVI DU MARCHÉ

4.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

5. PRIX DU MARCHÉ

5.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

5.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont :

- ☐ Unitaires
- ☐ Forfaitaires
- ☒ Unitaires et Forfaitaires

Les prix sont forfaitaires pour les prestations courantes détaillées dans le CCTP joint. Pour les éventuelles prestations ponctuelles, les prix sont unitaires.

5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

5.4. Variation dans les prix

Le prix des prestations à bons de commande sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement, à la hausse comme à la baisse, au 1^{er} mars de chaque année d'exécution du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0,30 + 0,70 (0,85 (ICHT-N/ICHT-N_0) + 0,15 (BToB/BToB_0))]$$

P = nouveau prix de règlement des prestations

P₀ = prix initial du marché (mois M₀ : novembre 2024) indiqué dans l'acte d'engagement

ICHT-N = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant INSEE 001565196. La valeur de l'indice à prendre en compte pour le calcul de la révision des prix est le dernier indice publié au moment du calcul de la révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire. En cas d'indice provisoire il ne sera pas procédé à un nouveau calcul lors de la parution de l'indice définitif.

ICHT-N₀ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant INSEE 001565196. La valeur de l'indice à prendre en compte pour le calcul de la révision des prix est le dernier indice publié au mois Mo (novembre 2024), que cet indice soit définitif ou provisoire. En cas d'indice provisoire il ne sera pas procédé à un nouveau calcul lors de la parution de l'indice définitif.

BToB : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant INSEE 010766502. La valeur de l'indice à prendre en compte pour le calcul de la révision des prix est le dernier indice publié au moment du calcul de la révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire. En cas d'indice provisoire il ne sera pas procédé à un nouveau calcul lors de la parution de l'indice définitif.

BToB 0 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant INSEE 010766502. La valeur de l'indice à prendre en compte pour le calcul de la révision des prix est le dernier indice publié au mois Mo (novembre 2024), que cet indice soit définitif ou provisoire. En cas d'indice provisoire il ne sera pas procédé à un nouveau calcul lors de la parution de l'indice définitif.

Pour le calcul du coefficient de révision, le nombre de décimales est fixé à 4.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE d'un indice de substitution, l'administration, avec l'accord du Titulaire, déterminera un nouvel indice.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, tout ou partie du marché à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation de ceux-ci est supérieure à 3 %.

6. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

6.1. Avance

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'avance.

6.2. Acomptes

S'il en fait la demande, le titulaire peut demander le versement d'un acompte mensuel dont le montant est calculé comme suit :

- Montant du forfait annuel / 12 mois

Le montant de l'acompte peut être réduit ou suspendu en cas de réalisation non conforme des prestations.

7. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliqueront :

Objet	Montant
Au bout de deux heures d'absence de l'agent. L'application de la pénalité commence à partir de la première minute suivante.	50 euros HT par heure non pourvue. Toute heure commencée est due.
Tout remplacement temporaire ou définitif d'un agent, sans en avoir informé Ifremer, conformément à l'article 3.5 du CCTP joint.	50 euros HT par remplacement effectué
Non-respect des règlements intérieurs et de sécurités propres à l'Ifremer, notamment au lieu d'exécution des prestations	100 euros HT par manquement 200 euros HT par manquement en cas de récidive

Par dérogation, à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération des pénalités, quel que soit leur montant pour l'ensemble du marché.

8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

8.1. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.2. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,
- Le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

8.3. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire

N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées au :

Centre Ifremer de Boulogne-Sur-Mer

150 quai Gambetta

62200 Boulogne-Sur-Mer

10. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue

les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

11. CLAUSE DE CONGLITS D'INTÉRÊTS

Le candidat au marché ou le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts. Il s'agit de toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché est susceptible d'en influencer l'issue ou a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Le titulaire s'engage à divulguer à l'Ifremer les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors de la procédure de passation du marché.

12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations
- Soit une décision d'ajournement des prestations, cette décision doit être motivée
- Soit une décision d'admission avec réfaction, cette décision doit être motivée
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations, cette décision doit être motivée

13. MODIFICATIONS EN COURS DU MARCHÉ

13.1. Le marché complémentaire

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial et du seuil des procédures formalisées, avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenues

nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

13.2.L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

14. CLAUSE DE REXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique, à la limite du seuil des procédures formalisées. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La mise en œuvre de la clause de réexamen ne pourra pas avoir pour effet la modification globale du présent marché. Cette clause sera en mise en œuvre de bonne foi par les parties.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas présentes à l'article 14.1 et suivants Du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

14.1.Évolutions législatives ou réglementaires

Toute modification des lois, décrets ou règlements en vigueur impactant directement ou indirectement l'exécution des prestations décrites dans le CCTP pourra justifier une révision des obligations du titulaire.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et l'étendu des obligations du titulaire.

14.2.Clauses de variations des prix unitaires et forfaitaires

La formule de révision prévue à l'article 5.4 ci-dessus et ses paramètres sont modifiés dans les cas suivants :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte

ou de modifications apportées à leur mode de calcul ;

- si le titulaire est confronté à des circonstances imprévues et que la formule initiale ne permet pas à ce dernier d'exécuter les prestations dans des conditions normales. Le cas échéant, une formule de révision adéquate peut être proposée par les deux parties pour y remédier.

Comme autre solution, le titulaire peut également communiquer à l'Ifremer par tous moyens, le pourcentage d'augmentation qu'il souhaiterait appliquer, et ce, au moins deux mois avant la date prévue pour l'application de ce pourcentage.

L'Ifremer disposera à réception, d'un délai d'un mois pour se prononcer sur son acceptation ou son refus de tout ou partie de la proposition.

Dans l'hypothèse où aucun accord sur les solutions proposées n'aboutirait, l'Ifremer dispose de la faculté de prononcer la résiliation de plein droit autre que pour faute du titulaire, et ce sans indemnité.

15. RESILIATION

En complément à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * l'article 3.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- * l'article 7 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
- * l'article 5.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- * l'article 12 complète l'article 32 du CCAG